

LA DEMOCRATIE ROTATIVE, UNE ALTERNATIVE AU POWER
SHARING EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

DEMOCRATIC ROTATION, AN ALTERNATIVE TO POWER
SHARING IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Christophe Zagabe Katambwe*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2023.1.05

Published Online: 2023-06-30

Published Print: 2023-06-30

Abstract

In this article, we outline the history and evolution of the Congolese people from their origins to independance with the State preceding the Nation. Concerning democracy accession to legislative power after independance, there is in DRC a curious rotation of political transition beyond various regime changes and arrangements of Power sharing occurred between community groups. However, there were noises, quarrels and or violences between linguistic socio-anthropological actors on the legitimacy of power, access to the presidential chair, which gave rise to inter group conflicts till the country is divided into three community groups : the Luba community of Félix Tshisekedi from CACH-USNA

* Master FSSRI-PD à l'UPAC-Yaoundé; Licencié FSS-PD à l'UEA-Bukavu; Gradué SH-FLA à l'ISP-Bukavu. Chercheur occasionnel IES-Congo/CARITAS Espagne à Bukavu. Enseignant des cours de Français et Philosophie au Secondaire à Bukavu 2010-2022. Observateur national des élections 2018 en RDC.

Contact: chzagabe@gmail.com

©2023 STUDIA UBB. EUROPAEA. Published by Babeş-Bolyai University.



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

at the center of power, the Swahili community of Joseph Kabila from AMP-FCC who genially handed over power but also on its periphery, and the Kongo-Ngala community of Martin Fayulu from LAMUKA to the outskirts. The concept « Majority » has cleverly been exploited by those in power in order to subjugate and or exclude their protagonists. In the context of this article, we finally propose the model of Rotary Democratic called « Inculturated Democracy » by Isidore Ndaywel in « Congolese historiography, an essay of achievement ». An alternative model to « Power sharing method » generally presented as democracy model in which the group element constitutes an important criterium of participation in term of access to political power, mainly the legislative power and its executive.

Keywords : DRC - Mesoconflict - Political shift - Liberal democracy - Power sharing – Democratic rotation

Introduction

Obtenu l'indépendance en 1960, il s'est historiquement et inconsciemment opéré en RDC une rotation inconstitutionnelle de *transition politique* avec le changement de régime entre quatre grands groupes socio-anthropologiques et sociolinguistiques constructives de la nation congolaise. La haute fonction a été occupée par le Mukongo Joseph Kasavubu, le Mungala Joseph Désiré Mobutu, les Baswahili Laurent Désiré Kabila et Joseph Kabila Kabange ainsi que le Muluba Félix Tshisekedi. En termes de démocratie et de légitimité populaire en Afrique, la période de 2010 à 2017 a été une période particulière de risques; plus d'une trentaine de constitutions électorales (présidentielles, parlementaires et référendaires) ont eu lieu ici et là sur ce continent.¹ Dans ces jeux électoraux, la RDC s'attendait à ce que la voix de la majorité des peuples appelés aux urnes soit respectée et que les vaincus acceptent le verdict des urnes. La chute du régime Mobutu le 17 mai 1997 a plongé le pays dans un nouveau cycle de

¹ Célestin Tagou, *Démocratie rotative, Transcendance et transformation politique des identités ethno-régionales dans l'Etat-Nation du XXe siècle*, Shabel, Yaoundé, Oct. 2017, p. 72.

conflits qui a fait l'objet de plusieurs médiations,² qui ont abouti aux Accords de Sun City le 19 avril 2002. Malgré ces accords de partage du pouvoir entre l'AMP, le Gouvernement, le RCD, le MLC et le Non armé (1+4) en 2002 ; entre le FCC et le CaCh en 2018 ; ainsi qu'entre les membres de l'Union Sacrée (1+3) en 2021, force est de constater que le pays reste dans un état de *Paix Négative* : un état de non guerre, marqué de violences structurelles, injustice sociale, politique et économique. De la guerre ethnique on a passé à la guerre de pouvoir, de l'alternance aux alliances. Avec l'Union sacrée après rupture de cohabitation issue de coalition entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, certains hommes politiques croyaient au retour du bonheur du Peuple congolais. Le pays est divisé entre trois groupes ethno politiques : la communauté Luba de Félix Tshisekedi au centre du pouvoir, la communauté Swahili de Joseph Kabila à la périphérie du pouvoir et la communauté Kongo-Ngala de Martin Fayulu également à la périphérie. Il est important de revisiter les tenants et les aboutissants du Power sharing dans cette rotation historique et d'analyser les péripéties de ce scénario politique qui s'est fait dans la douleur, la souffrance et le sang, mais surtout dans la résilience du peuple congolais depuis 1885.³ Cet exercice va permettre de savoir ce que les générations actuelles et futures peuvent tirer comme leçons pour un avenir politique et institutionnel moins conflictuel, transcendantal et positivement transformatif des diversités de la société congolaise⁴. Il s'agit de partir de ce cas de rotation historico-politique avec des arrangements de partage du pouvoir pour aboutir, dans les termes de Tagou, à « l'esquisse d'un cadre conceptuel », théorique et institutionnelle permettant de formuler un autre mode de développement du pouvoir dans l'objectif de « pérenniser des alternances

² Rigobert Minani Bihuzo s.j.b, *Du pacte de stabilité de Nairobi à l'acte d'engagement de Goma : enjeux et défis du processus de paix en RDC*, CEPAS/RHODECIC, Kinshasa, 2008, II.

³ Isidore Ndaywel e Nziem, « L'historiographie congolaise, un essai de bilan » in *mis en ligne le 01 avril 2009 ; ... 10.4000/civilisation.489*. p248 ; in Tagou, *op cit.*, 2022, p. 124.

⁴ V. également Simona Jiša, Sergiu Mișcoiu et Buata B. Malela (dir.), *Littérature et politique en Afrique francophone. Approche transdisciplinaire*, Paris, Editions du Cerf, 2018.

pacifiques » à travers un modèle-type de démocratie, «démocratie inculturée»⁵ ou «démocratie de proximité»⁶ qui n'a rien à faire avec les crimes commis contre l'humanité en RDC.

I. Problématique de l'Etat-nation et Permanence des conflits autour de la Présidence de la république et de Partage du pouvoir en RDC

Comme la plus part des pays du continent, le peuplement actuel de l'espace géographique constitutif du territoire de la RDC est le résultat de plusieurs vagues migratoires des populations de souches soudanaises et bantu qui se sont sédentarisés au cours de milliers d'années avant Jésus Christ. Jusqu'à nos jours, la tradition orale se présente comme la principale source historique qui éclaire mieux sur la mise en place des populations dans l'espace terrestre du Congo.⁷ D'après Isidore Ndaywel e Nziem in Tagou (2022, p125), l'histoire précoloniale du Congo est « moins assumée que l'histoire coloniale et postcoloniale ». Cela étant, notre analyse va se focaliser sur ces deux périodes de l'historiographie du Congo en s'inspirant des travaux consacrés de quelques auteurs classiques tels que Isidore Ndaywel (1998), Elikia Mbokolo (1985 ; 2004) in Tagou op cite, et Christophe Zagabe (2022, 173p).

En effet, la littérature et les archives montrent que l'histoire politique du Congo remonte à la Conférence de Berlin de 1884 / 1885 quand le Roi belge présenta plus de 200 traités signés à son nom avec les chefs des groupements de populations en majorité installés sur les rives du fleuve Congo. Le 26 février 1885, le Congo devient l'Etat Libre du roi Léopold II.

⁵ Isidore Ndayzel e Nziem, « L'historiographie congolaise, un essai de bilan, in Célestin Tagou, « La RDC de Kasavubu à Tshisekedi : Esquisse d'une théorie de la rotation du pouvoir présidentiel pour la pérennisation des transitions politiques pacifiques en RDC » in *Extrémisme, guerres, paix et développement en Afrique depuis les indépendances* ; Actes du colloque tenu à Yaoundé du 28 au 30 octobre 2022, Université Protestante en Afrique Centrale ; Edition CLE, Yaoundé Cameroun ; Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2022 ; p. 135.

⁶ Julien Mahatma Tazi K. Tin-a-Be, *De la démocratie belligène à la démocratie rotative*, IniKin-RI, 2010, <https://www.memoireonline.com> consulté le 02 mars 2023 à 13h30.

⁷ Isidore Ndaywel e Nziem, *Histoire générale du Congo* ; Duculot, Paris, p. 49.

Le 1^{er} novembre 1908, le Roi rétrocède son Etat Libre du Congo au gouvernement belge avec comme partie financière d'environ 100 millions de franc belge. Le Congo devient, de facto, une colonie belge. Comme un peu partout en Afrique, les abus coloniaux provoquent la naissance des mouvements nationalistes dont les luttes politiques vont de pair avec les objectifs de la commission de tutelle des Nations Unies, conduite inéluctablement aux conférences, négociations, dialogues et tables rondes pour l'indépendance du Congo le 30 juin 1960.⁸

A la veille de l'indépendance, le Congo Belge comptait plus de 200 partis politiques fondés sur des béquilles ethno régionales. Les plus en vogue à l'issue des élections de mai 1960 sont le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Lumumba, l'Alliance des Bakongo (ABAKO) de Joseph Kasavubu et la Confédération des Associations Tribales du Katanga (CONAKAT) de Moïse Tshombe.⁹ Le Congo accède à l'indépendance le 30 juin 1960 et va connaître jusqu'en 2019 quatre alternances à la tête de l'Etat.

Avec les indépendances l'Etat précède ainsi la Nation. Il faut construire la nation et mettre sur pied les institutions étatiques et les consolider, mais cette double tâche n'a pas été si facile. Pour la jeune RDC, l'histoire politique est émaillée de plusieurs crises politiques, conflits ethno politiques, les guerres civiles et internationalisées. De la guerre sécessionniste du Katanga de 1961-1964 à celle du Shaba mars 1977 et mai 1978 avec des incursions combattants sécessionnistes réfugiés en Angola, le Zaïre de Mobutu a connu une longue période de paix négative jusqu'en 1996 quand va éclater la première guerre du Congo (AFDL) par Laurent Désiré Kabila. La deuxième guerre du Congo éclate en 1998 ; une nouvelle rébellion des anciens membres de l'AFDL dit RCD sous la direction collégiale d'Ernest Wamba dia Wamba.¹⁰ Nonobstant les accords de paix de Lusaka le 10 juillet 1999, la guerre civile va continuer sur plusieurs fronts.

⁸ Célestin Tagou, *op cit.*, 2022, p. 126 (voir exemple de sa note infra 133).

⁹ Jean Loup Amsel et Elikia Mbokolo, *Au cœur de l'ethnie*, La découverte, Paris, 1999.

¹⁰ Jean François Hugo, *La République Démocratique du Congo, une guerre inconnue*; Michalon, Paris, 2006, p. 21.

Désiré Kabila sera abattu et remplacé par Joseph Kabila. Une nouvelle page de l'histoire politique du Congo se tourna dans le sang et dans la souffrance. Selon l'article du 2005 de Gautier de Villers portant sur les guerres du Congo-Kinshasa,¹¹ ces deux guerres sont alimentées par la compétition politique entre les groupes armés dont le principal objectif est la prise du pouvoir par un changement de régime à Kinshasa. Ce ne sont pas les postes de gouverneurs de province, ministre provincial, national ou d'administrateur délégué des grandes entreprises, plutôt le contrôle du pouvoir politique à Kinshasa et par ricochet, les ressources d'Etat-nation qui cherche ses marques. Ce qui fait l'objet des convoitises internes et externes. Au dire de Koen Vlassenroot, la lutte pour les sources économiques peut être définie comme la cause et la conséquence de la guerre à l'Est du Congo ; la transformation des aspirations sociales et économiques ayant accompagné la militarisation de l'économie des ressources du Congo, a un aspect significatif sur les sociétés rurales tout entières.¹²

Si le rejet et le blocage hystérique de la transition démocratique des années 90, les douloureux changements de régime politique de 1997 et de 2001, la difficile organisation des élections présidentielles au sortie de la transition de 1+4 en 2003, la crise postélectorale camouflée en 2006, la crise de légitimité en 2011, la crise institutionnelle suivie du glissement du calendrier électoral observé en 2016, la cohabitation entre le FCC-CACH en 2018 suivie de la nouvelle crise postélectorale de légitimité en 2019, le partage du pouvoir entre 1+3 de l'Union sacrée en 2021, les enjeux géostratégiques ponctués par les alliances géostratégiques opportunistes congolaises constituent la toile de fond des facteurs de la permanence des conflits en RDC ; la question « qui est ou qui sera » président de la république au Congo-Kinshasa, qui a le contrôle ou qui a la main mise sur

¹¹ Gautier De Villers, « La guerre dans les évolutions du Congo- » in *Afrique contemporaine 2005/3* (no 215), pp. 47-70 in Célestin Tagou, op cit, 2022, p. 128.

¹² Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, *Conflit et transformation sociale à l'Est de la RDC*, Gent, Academia Press, 2004, p. 21 ; www.academiapress.be ; consulté le 10 mai 2023 à 10h25.

la RDC et ses immenses richesses minières, forestières et son potentiel agricole, énergétique et démographique demeure l'épicentre politique qui alimente les clivages politiques, les violences sociopolitiques et ethno régionales dans ce pays. La compétition d'occuper cette haute fonction institutionnelle, ce royaume ou « Paradis terrestre » selon Galtung, est la cheville angulaire des conflits politiques et des violences de toute sorte depuis les indépendances en RDC, un peu comme dans plusieurs autres ex-colonies en Afrique entre 1990-2020 (Burundi, Cote d'Ivoire, Kenya, Rwanda, Ouganda, Mali, Somalie, Soudan, Zimbabwe ...). La conséquence, sont les différentes faillites des institutions étatiques.

II. Démocratie libérale, Power sharing et Démocratie rotative

En effet, l'histoire politique de l'Afrique des trois dernières décennies montre que ce qui s'est passé sur le continent en termes de démocratisation n'a été qu'une importation du modèle jacobin et de Westminster.¹³ Un modèle de démocratie développé et adapté aux sociétés occidentales comme la France et l'Angleterre. Sur la scène politique de cette démocratie, le jeu se joue entre les majorités et les minorités démocratiques en termes du grand nombre de votes pour un parti politique donné et pour son leader; la majorité gagne tout et la minorité perd tout. En paraphrasant l'expression de Rothchild « *the losers get nothing* » cité par Tagou 2022 page 135, ce modèle fonctionne dans un contexte où la culture politique a atteint un niveau où chaque citoyen peut librement assumer ses choix politiques sans risque d'intimidation ou de représailles de toutes sortes. Cela se fait sans que personne ne crie à la domination de tel groupe, majoritaire ou minoritaire. Ce modèle conduit à la longue à des frustrations des minorités qu'elles soient démographiques et ou politiques¹⁴. On se rend à l'évidence que c'est le « copier-coller » des années 90 qui est l'une des sources

¹³ Célestin Tagou, 2022, p. 135.

¹⁴ V. Sergiu Gherghina, Sergiu Mișcoiu et Monika Mokre « Introduction: Democratic Deliberation and Under-Represented Groups », in *Political Studies Review*, no. 2, vol. 19, 2021, pp. 159-164.

permanences et perpétuelles des conflits entre les acteurs politiques dans plusieurs pays africains.

L'inadéquation de la Démocratie Libérale aux sociétés plurielles a poussé les entrepreneurs politiques à développer des voies de contournement de règles du jeu politiques quand il s'agit des méthodes de sortie post rébellion ou crises postélectorales. On fait aisément recours à « un raccourci politique anti-démocratique »¹⁵ un partage de pouvoir entre les protestataires, les rebelles et le pouvoir en place. Pour être associé à un gouvernement ou pour arriver au pouvoir, point n'est plus besoin d'avoir le suffrage du peuple. Si chez Abraham Lincoln, la démocratie se définit comme le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »¹⁶ et s'il n'existe pas de modèle passe-partout, la question qui se pose est la stratégie, la démarche ou la méthode de comment arrive-t-on au pouvoir et comment laisse-t-on ce pouvoir à d'autres. Ce n'est pas l'application d'un modèle à prétention universelle qui serait l'indicateur de mesure du degré de démocratisation dans un pays donné. Selon les explications de Tagou (2022, note infra 165), même ayant opté pour modèle la démocratie libérale, en Allemagne ce sont les députés nationaux qui élisent le chancelier au Bundestag ; en France c'est au suffrage universel direct que le président est voté ; en Angleterre la monarchie constitutionnelle fait bon ménage avec la démocratie libérale ; aux Etats-Unis en 2016, le démocrate Hillary Clinton a eu 3 millions de votes populaires de plus que le républicain Donald Trump, mais les grands électeurs ont fait la différence au profit du républicain qui avait la minorité démocratique des voix. Dans la régulation du jeu politique, tous respectent les principes et valeurs universels de démocratie avec de modèles bien différents car adaptés à leurs réalités historiques et sociopolitiques.

¹⁵ Celestin Tagou, *op cit.*, 2017, p. 85.

¹⁶ Abraham Lincoln, « The Gettysburg Address of November 19, 1863 » in Tagou, *op cit.*, 2022, p. 136 ; Discours tenu lors de la cérémonie de consécration du champ de bataille qui a fait 51000 victimes parmi les soldats de l'Union et de la Confédération entre le 1^{er} et le 3 juillet 1863.

Hier comme aujourd'hui, la conception de la notion de pouvoir politique dans le contexte socioculturel occidental est différente à la perception que revêt le même concept dans le contexte socioculturel africain. Il s'est développé depuis les indépendances une conception du pouvoir politique essentiellement communautaire. Les citoyens tendent à faire des choix politiques motivés plus par l'appartenance communautaire (clan, tribu, ethnie) que par la profonde et conséquente adhésion à un programme politique ou à une option partisane inspirée des plateformes des partis politiques. Dans un tel contexte, la démocratie libérale se révèle incompatible en termes de libre éligibilité individuelle à travers les partis politiques.

Des approches similaires ont été mises en œuvre dans plusieurs formes d'organisation politiques, cas de « la Présidence Tournante » pratiquée au sein des organisations internationales : NU et UE ; UA et Union Comores. Selon le mode fonctionnel de cet organe, le président est « temporairement désigné, en fonction des paramètres dépendant de sa nationalité, de son origine, de son territoire. Globalement, tout est prévu plusieurs années à l'avance. Chaque pays sait quand sera son tour d'être président ».¹⁷ Cette pratique permet aux petits pays ou faibles en termes de puissances militaire, économique ou démographique d'accéder au pouvoir, d'influencer sur les prises de décisions et de défendre leurs intérêts.

Appelée « *démocratie de proximité* », la démocratie rotative a pour objectif d'imposer la gouvernance démocratique. Selon Mahatma Julien, l'avantage de la démocratie rotative est de faire renaître la confiance, le vouloir vivre collectif, le renforcement de la cohésion et de la solidarité nationale, le renforcement du socle de l'unité nationale et de cohabitation pacifique entre les structures divisées. Elle est un gage d'une bonne intégration interprovinciale. L'autre avantage est d'éliminer ou d'atténuer au fur et à mesure les facteurs qui divisent. Elle fera de partis politiques des véritables structures avant-gardistes de solidarité nationale et

¹⁷ Célestin Tagou, *op cit.*, 2017, p. 90.

d'organisation politique. Proposée comme modèle alternatif à « la méthode de Power Sharing », la Démocratie Rotative se présente généralement comme « modèle de démocratie où l'élément de groupe constitue un important critère de participation au niveau d'accès aux pouvoirs politique et exécutif ».¹⁸ C'est un modèle de gestion des conflits expérimenté qui prône le succès de bonne gouvernance, l'alternance et la participation politique de tous les acteurs et groupes ethniques, du développement, sous son ascension de Paix Positive des méso-conflits ou conflits intra étatiques qui sont de plus en plus récurrents dans les pays africains depuis la fin de la guerre froide.

III. Démocratie libérale et Power sharing de 1960-2021 en RDC

Selon Mwayila Tshiyembe, à l'époque où faire la guerre était un droit régalien de l'Etat, la diplomatie préventive s'articulait autour d'une culture de paix conforme à l'adage « Qui veut la paix prépare la guerre ».¹⁹ Depuis la création des Nations Unies et le bannissement du droit de l'Etat à faire la guerre, la culture de paix a belle et bien changé pour se confondre avec la célèbre formule de Gaston Bouthoul « Qui veut la paix connaît la guerre » à laquelle nous ajoutons « Qui veut la paix connaît le conflit ». Pour Philippe Braud in Mwayila Tshiyembe, s'inscrire dans une telle dynamique, c'est souligner, avant toute recherche de solution à ces crises, que les conflits de citoyenneté et de nationalité sont des conflits politiques car, le recours de violence qu'ils expriment est un moyen de participation politique. Ainsi pour présenter le Power sharing en RDC depuis ses origines, il convient jeter un regard sur les différents arrangements de partage du pouvoir politique intervenus après l'indépendance congolaise, le 30 juin 1960 jusqu'en 2021 après les élections présidentielles et législatives du 31 décembre 2018.

¹⁸ Cas d'étude choisie à l'instar du Cameroun et la Côte d'Ivoire ; Célestin Tagou, *op cit.*, 2022, p. 64.

¹⁹ Paul Ango Ela, *La prévention des conflits en Afrique centrale: Prospective pour une culture de paix*, Ed. Karthala, Paris, 2001, p. 30.

1°. Epoque du Mukongo Joseph Kasavubu 1960-1965 : Né en 1917 dans la bourgade de Kuma-Dizi district de Mayombe dans le Bas-congo, Kasavubu meurt sénateur honoraire le 24 mars 1969 en retraite politique.²⁰ Il arrive au pouvoir par une coalition entre l'ABAKO et le MNC de Patrice Emery Lumumba. Les grands enjeux furent la lutte entre les fédéralistes et unitaristes. La création des partis politiques sera à la base de la Table Ronde de Bruxelles du 20 janvier au 20 février 1960 au cours de laquelle les représentants congolais et belges fixent l'indépendance au 30 juin en deux étapes (les élections législatives ; les élections législatives et provinciales).

En mars 1960, sur 16 sièges à pourvoir au Katanga à la chambre et 60 à l'assemblée provinciale, le cartel Katangais (BALUBAKAT, ATCAR, FEDEKA) conquiert 7 et 23 sièges ; la CONAKAT des associations tribales du sud-Katanga détenaient 8 sur 16 et 25 sur 60.²¹ Dans le reste des provinces, le MNC remporta avec une majorité écrasante surtout dans la Province Orientale où Lumumba était agent de Brasimba. Le 16 juin Lumumba et Kasavubu se rencontrent et se mettent d'accord pour Premier Ministre et Président de la République. Le 24 juin 1960, le gouvernement de Lumumba est investi par le parlement avec 74 voix sur 137, le soir, Kasavubu est élu Chef de l'Etat à la majorité de 2/3 de voix au suffrage indirect d'après Andrea Ellen Ostheimem.²² Devant une situation tendue (violences interethniques, grèves incessantes, tentatives manquées de sécession du 15 et 28 juin), le gouvernement provincial du Katanga dont la CONAKAT occupait tous les postes clés (8 ministères sur 11) proclame la sécession le 11 juillet 1960.²³ La constitution de 1964 qui établissait un régime fédéral avait été victime des querelles au sein du pouvoir central entre le Chef d'Etat

²⁰ Célestin Tagou, *op cit.*, 2022, p. 129.

²¹ Jean-Loup Amsel et Elikia Mbokolo, *op cit.*, 1999, p. 216.

²² CONCLAVE DU MONT-AMBA des Universitaires Congolais (Andrea Ellen Ostheimem, Bernard Lututala, Elikia Mbokolo, Kalala Mutabusha, ... , *Elections, Paix et Développement en RDC, Prise de position des Universitaires Congolais*, Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2007, p. 11.

²³ *Idem*, p. 220.

Kasavubu et son premier ministre Lumumba:²⁴ ils s'accusent et se révoquent mutuellement anti-belge et haute trahison. Première velléité de la faiblesse du Power sharing au mesoconflit en RDC. Retenons qu'avec le Mukongo et locuteur de Kikongo, toutes les populations de cette aire linguistique qui couvrent les provinces du Bas-Congo (Congo Central) et du Bandundu ont été de près ou de loin au centre du pouvoir dans la première république du Congo, elles faisaient ainsi du groupe stratégique selon la nomenclature théorique de la Démocratie Rotative.²⁵

2°. Epoque du Mungala Désiré Mobutu 1965-1997 : Né le 14 octobre 1930 à Lisala Equateur et décédé d'un cancer le 07 septembre 1997 au Maroc-Rabat. Mobutu aura marqué l'histoire politique et institutionnelle du Congo et une empreinte administrative et néfaste. Des stratégies constitutionnelles, MPR ou Parti-Etat, furent adoptées pour permettre au groupe ethnique Ngala de garder le pouvoir le plus longtemps possible. La Conférence Nationale Souveraine (CNS) a été une stratégie opportuniste fréquente chez la classe politique zaïroise.²⁶ Les proches du Marechal Président vont occuper les places de choix et noyauter l'ensemble de Forces dites « du changement ». Cependant, deux solutions se profilaient de l'avis des zaïrois : au mieux la CNS devait chasser Mobutu, au moins l'opposition devait réimposer Antoine Tshisekedi Premier Ministre de la Transition ; comme rien de tel ne s'est produit, on a évoqué l'échec de la CNS. Depuis 1970 jusqu'à sa chute en 1997, pas de regroupement/association politico-communautaire. Le groupe Ngala au centre du pouvoir l'a exercé durant 32 ans sans partage suite au concept Majorité, en rapprochant par moment certaines élites des groupes Luba et Kongo à la périphérie et en marginalisant le groupe ethnique Swahili, également à la périphérie.

²⁴ Le Moniteur Congolais (8^e année) no 14, 1967, pp. 564-576 ; mjp.univ-perp.fr ; <http://mjp.univ-perp.fr/cd1967>

²⁵ Christophe Zagabe Mupenda Katambwe, *op cit.*, 2022, p. 139.

²⁶ Kabamba Mbwembwe, *La RDC malade de sa classe politique « les coulisses du DIC*, Le Harmathan, Paris, 2001, p. 19.

Mobutu est candidat unique aux élections présidentielles qu'il gagne avec les scores pharaoniques et sans véritables enjeux politiques. Son bastion politique incontestable était la grande ex-province de l'Equateur éclatée en plusieurs provinces du Nord et du Nord-ouest du Congo Kinshasa en 2015. Mungala et locuteur de Lingala, son aire socio-anthropologique et linguistique était au centre du pouvoir. Avant sa mort en 1997, la consolidation des appartenances communautaires ainsi que la méconnaissance juridique et sociopolitique d'une partie du peuple de la RDC se sont lancés dans la course au pouvoir en 1996, le maquisard Laurent Désiré Kabila, d'où le conflit du Zaïre. Le conflit est purement ethnique entre le bloc Est et le bloc Ouest.

3°. Période du Muswahili Laurent Désiré Kabila 1997-2001 : Né à Likasi, Jadotherville le 27 novembre 1939 et moulé dans le lumumbiste de la première heure, Désiré Kabila aura été l'opposant historique et intransigeant du Marechal Mobutu depuis l'assassinat de son mentor idéologique Patrice Emery Lumumba. Ce groupe ethnique arrive au centre du pouvoir suite d'une rébellion collégiale majoritairement banyamurenge et soutenue par les étrangers. Assassiné le 17 janvier 2001 après une nouvelle rébellion purement tutsie (les conflits de Grands Lacs) soutenue par ses alliés d'hier, et n'ayant pas le soutien du fer opposant du moment Etienne Tshisekedi, Désiré Kabila n'avait pas eu le temps de consolider ses alliances politiques et avait pour successeur inconstitutionnel un officier muswahili, le Général Major Joseph Kabila.

4°. Période du Muswahili Joseph Kabila Kabange 2001-2018 : Ex Hyppolite Kanambe, le passé de Joseph Kabila est entouré de lacunes qui font sujettes à toute interrogation à l'occurrence son origine (rwandaise ou tanzanienne ?) et sa filiation avec le président assassiné (fils légitime ou adoptif ?), sa nationalité congolaise et même sa capacité à reprendre la présidence. Selon les documents officiels remis lors de sa prestation de serment,²⁷ Joseph Kabila est « congolais d'origine de père et de mère, né le

²⁷ Jean-François Hugo, *op cit.*, 2006, p. 41.

04 janvier 1971 à Hewa Bora II, collectivité de Lulenge en territoire de Fizi dans le Sud-Kivu ». Il arrive au pouvoir après l'assassinat de Laurent Désiré Kabila. Le conflit est majoritairement militaire de 2001-2003. Le pays est divisé de l'Est occupé par le RCD, à l'Ouest et Nord-est par le MLC et, le Gouvernement au Sud-est.²⁸ Un forum appelé « Dialogue Inter Congolais » et des négociations organisées en Afrique du Sud vont aboutir à l'Acte Global et Inclusif sur la transition de deux ans (2003-2005) prolongée en 2006. Des accords sont signés à Sun City le 19 avril 2002 pour le partage du pouvoir et à Pretoria le 17 décembre 2002 pour la constitution d'un gouvernement et les postes ministériels.²⁹ Ce fut le « Power Sharing » entre les parties en conflits, formation d'un gouvernement de transition à la tête de l'Etat (1+4).³⁰ Comme chez le mobutisme, le concept majorité est savamment récupéré et redéveloppé, légitimé même par la troisième République du Congo. Une « Alliance pour la Majorité Présidentielle » AMP est créée le 16 juin 2006 à l'issue de regroupement de cadres politiques pour épauler le Chef de l'Etat dans son œuvre constructrice et salvatrice.³¹ Ce qui lui avait permis de gagner les élections présidentielles et législatives en 2006 contestées par Jean Pierre Bemba et celles de 2011 plus contestées par Etienne Tshisekedi. Le 07 juin 2018 le président Joseph Kabila lance le Front Commun pour le Congo suite aux stratégies du « glissement » qui avait donné lieu à une cohabitation³² incertaine où le parlement restait au FCC et la présidence revenait au CACH. Avec un

²⁸ RDC, « Accord de paix de Lusaka : Territoires tenus par les différentes factions juin 2002-2003 » ; <https://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Second-Congo-War-2001-map-vector.vu> consulté le 02 mars 2023 à 11h15.

²⁹ Rigobert Minani Bihuzo s.j. a, *1990-2007, 17 ans de transition politique et perspective démocratique en RDC*, CEPAS/RHODECIC, Kinshasa, 2008, p. 77.

³⁰ *Idem*, p. 21.

³¹ RDC, « Agenda Officielle de la Présidence », Rédaction, Kinshasa, 2014, p. 29 ; Manyà Riche, « La majorité présidentielle en RDC, une machine politique en ordre de bataille? (1/3) », 2015 ; <https://afriquedecryptages.wordpress.com> vu le 25 février 2023 à 9h35.

³² Cohabitation est la présence simultanée d'un chef de l'Etat et d'une majorité parlementaire de tendance politique opposée ; Coalition étant l'alliance entre personnes, partis, puissances pour une cause commune, contre des adversaires communs (Dictionnaire, *Petit Larousse illustré 2013 ; Larousse de Poche 2012*).

Muswahili au pouvoir 1997-2018, toute l'aire socio anthropologique et linguistique Baswahili était ainsi au centre du pouvoir politique en RDC.

5°. Période de Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi 2018-X : Il est né le 13 juin 1963 à Léopoldville et fils d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba principal opposant aux régimes de Mobutu puis des Kabila. Il accède au pouvoir suite à la coalition Cap pour le Changement « CACH » de Nairobi entre l'UNC de Vital Kamerhe et l'UDPS dont il est héritier. Pour se partager le pouvoir, tout commence par la réforme judiciaire.³³ De façon synthétique³⁴ dans une ordonnance lue à la RTNC le 17 juillet 2020 Félix Tshisekedi nomme à la Cours Constitutionnelle trois juges : Dieudonné Kaluba Dibwa en remplacement du juge démissionnaire Benoit Lwamba ; les juges Kulume Yasengo, Kamulete Badibanga remplacent successivement les juges Jean Ubulu et Noel Kilomba promus présidents à la Cour de Cassation. Le 02 au 25 novembre 2020, nomination de Modeste Bahati Lukwebo Informateur pour une consultation nationale et identification d'une nouvelle majorité présidentielle. Le 10 décembre 2020 la Présidente de l'Assemblée nationale Jeannine Mabunda est déchue de sa fonction à l'issu d'un vote en examinant la motion de défiance contre sa destitution.

Un bureau d'âge est formé et présidé par Christophe Mboso. Le mercredi 27 janvier 2021, déchéance du Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba et tout son gouvernement, poussés à la démission par le vote d'une motion de censure de députés nationaux contre son gouvernement.

Le 03 février 2021, élection de Christophe Mboso à la tête de l'Assemblée nationale. Le 15 février 2021, nomination de Sama Lukonde Kyenge au poste de Premier ministre par Félix Tshisekedi. Le 02 mars 2021, Modeste Bahati Lukwebo est élu président de la Chambre haute à la place du pro-Kabila, Alexis Thambwe Mwamba. Son élection marque ainsi la

³³ RDC-Justice Juillet 2020, « Félix Tshisekedi nomme trois nouveaux membres à la Cour Constitutionnelle », publié le 19/11/2020; <https://www.radiookapi.net> ; <https://actualite.cd> du15/06/2022 consulté le 22 février 2023 à 11h30.

³⁴ Christophe Zagabe Mupenda Katambwe, *op cit.*, 2022, pp. 92-94.

dernière étape de la reprise en main effective des institutions par le Président Félix Tshisekedi. Lundi 12 avril 2021, le Premier gouvernement de la nouvelle coalition dite l'Union Sacrée est dévoilé avec 57 membres dont trois vices-premiers ministres : Félix Tshisekedi, Président de la République ; Christophe Lutundula Vice-premier ministre, Ministre des Affaires étrangères ; Jean-Pierre Lehau Vice-premier ministre, Ministre de Fonction publique, Modernisation de l'administration et Innovation du service et ; Eve Bazaiba Vice-premier ministre, Ministre de l'Environnement et le Développement durable. Cette formule (1+3) ne détend pas le problème d'accession au pouvoir législatif et son exécutif. Comme regroupements communautaires, LAMUKA et FCC ne font pas parti de ce gouvernement.³⁵

De Joseph Kabila à Felix Tshisekedi, l'accord de Sun-City a permis de « transcender négativement le conflit congolais ». Il a donné lieu à une crise postélectorale légitime camouflée en 2006 entre le Muswahili Joseph Kabila et le Mungala Jean Pierre Bemba, à une crise postélectorale légitime en 2011 entre le Muswahili Joseph Kabila et le Muluba Etienne Tshisekedi et, à « une nouvelle crise postélectorale légitime en 2018 entre le Muswahili Joseph Kabila et le Mukongo Martin Fayulu après une crise institutionnelle en 2016. Une crise qui divise le pays entre trois groupes communautaires (CACH-USNA de Tshisekedi, AMP-FCC de Kabila et LAMUKA de Fayulu). La cohabitation incertaine avait permis à Kabila de garder la mainmise sur le pays via le contrôle de l'Assemblée nationale et donc du gouvernement dans un pays au régime semi-présidentiel où le Premier ministre détient la majeure partie du pouvoir exécutif et des Assemblées provinciales en cas de cohabitation, faisant du président élu un Chef d'Etat protocolaire et vidant de sens l'alternance promise aux électeurs.³⁶

³⁵ RDC, « Voici les membres du gouvernement Sama Lukonde », Redaction, Kinshasa, le 12 avril 2021; <https://www.politico.cd> du 12 avril 2021, consulté le 25 février 2023 à 11h30.

³⁶ Sur une répartition de 65 portefeuilles, 42 postes revenaient au FCC de Kabila et 23 au CACH de Tshisekedi. En plus, le FCC de Kabila contrôlait la Primature (Premier Ministre, le katangais Sylvestre Ilunga Ilunkamba du PPRD), l'Assemblée nationale (Présidente Jeannine

Un parallèle entre Joseph Kasavubu et Félix Tshisekedi est que tous deux ont accédé paisiblement à la magistrature suprême mais leur formation politique ne contrôle pas le parlement, en plus le Sénat pour Félix Tshisekedi.³⁷ Dans la Realopolitik congolaise d'aujourd'hui, on est presque dans la même constellation de pouvoir qui a prévalu au lendemain des indépendances où le président Kasavubu n'avait pas non plus la majorité parlementaire ce qui a compliqué la coalition avec le MNC du premier Ministre Lumumba majoritaire dans le parlement du Congo indépendant. On a un président mais tout l'essentiel du pouvoir législatif dans les deux chambres au Palais du peuple, la majorité des gouverneurs des provinces et l'appareil militaro judiciaire sont entre les mains de la galaxie politique du FCC dont l'ex Rais Joseph Kabila. S'il faut tenir compte de paternité, il y a eu héritage de pouvoir du père Désiré Kabila au fils Joseph Kabila de même que Félix Tshisekedi qui récolte le fruit de ce que son père a semé. Ce tour d'horizon de cinq présidents du Congo indépendant représente parfaitement les quatre communautés socio anthropologiques, tel qu'identifié par la carte de Jacques Leclerc 2004,³⁸ qui sont un legs culturel de la politique d'authenticité de l'ère du mobutisme.

Au-delà des arrangements politiques opérés entre le CACH et le FCC, il faut reconnaître que cette rotation du pouvoir sur base d'héritage sociolinguistique a été le levier socio-anthropologique qui explique le calme qui a suivi l'élection du président Félix Tshisekedi à la tête de la RDC en 2018. Personne ne pourrait prédire ce qui serait advenu si le Muswahili Ramazani Shadari ou le Mukongo Martin Fayulu Madidi avait été déclaré vainqueur de cette élection. C'était le tour naturel et inconscient de Baluba qu'il s'agisse de quatre aires sociolinguistiques (Kongo, Ngala, Swahili et

Mabunda Lioko du FCC/PPRD), le Sénat (Président, l'ancien Ministre de la Justice Alexi Tambwe Mwamba du FCC originaire du Maniema) et une majorité des 26 assemblées et gouvernorats provinciaux. Source : <https://www.jeuneafrique.com> ; RDC, « Alexis Tambwe Mwamba face à Modeste Bahati Lukwebo, duel crucial pour prendre la tête du Sénat », Rédaction, Kinshasa, 2019.

³⁷Célestin Tagou, *op cit.*, 2022, p. 130.

³⁸ Christophe Zagabe Mupenda Katambwe, *op cit.*, 2022, p. 54.

Luba), de trois (Occidentaux, Orientaux et Centristes), ou de deux (grand Ouest et grand Est). Cependant, il y a eu de couacs, de querelles, de violences entre ces acteurs socio-anthropologiques et linguistiques sur la légitimité du pouvoir malgré la rotation curieuse et le partage du pouvoir constatés entre ces différents groupes communautaires. D'où, l'expérience de la Démocratie rotative et son implémentation au sein des institutions congolaises sur base des élections apaisées et acceptables de tous.

IV. Matériaux de la théorie rotative du pouvoir présidentiel en RDC

Après avoir décliné les faiblesses du copier-coller du modèle libérale et de la méthode du Power Sharing ainsi que les forces du modèle rotatif dans les sociétés plurielles africaines, il faut maintenant voir comment ce qui s'est opéré naturellement et inconsciemment en RDC après l'indépendance (de Kasavubu à Tshisekedi) peut servir de fondements politiques pour un meilleur vivre ensemble dans l'acceptation mutuelle et la participation de tous dans la gestion de l'Etat congolais au plus haut niveau. Ainsi, la fixation du cycle de rotation et la garantie institutionnelle sont deux stratégies de mise en œuvre du modèle rotatif dans la gestion des conflits en RDC.

IV. 1. La fixation du cycle de rotation dans le conflit congolais

La fixation du cycle de rotation dans le conflit congolais doit tenir compte du nouveau découpage communautaire du pays et d'une évaluation des possibilités de rotation de nouveaux groupes au centre du pouvoir.

1°. Les régions électorales de rotation en RDC : Tel qu'il est détaillé ailleurs³⁹ par rapport au découpage communautaire en quatre grands regroupements socio anthropologiques, l'analyse de l'histoire des alternances politiques montre que ces quatre groupes ont pris à tour de rôle la position des groupes stratégiques et conflictuels (rotation naturelle et institutionnalisation) tenant compte d'une de quatre régions linguistiques.

³⁹ Christophe Zagabe Mupenda Katambwe, *Idem*, pp. 51-54.

Suite à la nouvelle division du pays entre deux principales communautés opposées (Ngala de J. Désiré Mobutu et Swahili de L. Désiré Kabila) à la division fondée sur base ethnique, il y a eu transcendance du conflit en RDC. Le conflit pour le pouvoir politique à connotation ethnique est désormais un conflit pour le pouvoir politique à connotation représentative/regroupement entre la communauté stratégique majoritaire au centre du pouvoir et, la communauté conflictuelle minoritaire à la périphérie du pouvoir depuis la communauté Swahili de Joseph Kabila à celle Luba de Félix Tshisekedi.

2°. Le cycle de rotation en RDC : doit se faire selon le choix de l'une ou l'un de trois possibilités ou cas suivants. Dans le premier cas tenant compte du découpage en quatre régions électorales, la présidence de république va roter selon le cycle suivant : le 1^{er} tour de 2018 à 2028, le président de la RDC est de la région électorale Luba ; le 2^e tour de 2028 à 2038, le président est de la région électorale Kongo ; le 3^e tour de 2038 à 2048, le président de la RDC est de la région électorale Ngala et ; le 4^e tour de 2048 à 2058, le président est de la région électorale Swahili. Dans le deuxième cas tenant compte de trois blocs électoraux (Centre-Ouest-Est), la présidence de république va roter selon le cycle suivant : le 1^{er} tour de 2018 à 2028, le président de la RDC est du bloc électoral Central (Baluba); le 2^e tour de 2028 à 2038, le président est du bloc électoral Occidental (Bakongo-Bangala) et ; le 3^e tour de 2038 à 2048, le président de la RDC est du bloc électoral Oriental (Baswahili). Dans le troisième et dernier cas tenant compte de deux blocs électoraux (Grand-Ouest et Grands-Est), la présidence de république va roter selon le cycle suivant : le 1^{er} tour de 2018 à 2028, le président de la RDC est du bloc électoral de Grand Occidental (Baluba-Bakongo-Bangala) et le 2^e tour de 2028 à 2038, le président de la RDC est du bloc de Grand Oriental (Baswahili).

Ceci impliquerait, dans le premier cas, qu'en 2023 toutes les familles ou partis politiques de la RDC (UNSA-CACH, FCC, LAMUKA, ... UDPS, PPRD, MLC, UNC, PALU, AFDC, ARC, CCU, MSR, ...) nomineront selon les mécanismes internes de chaque famille ou parti politique un candidat

aux élections présidentielles qui doit être originaire de la région électorale Luba ; en 2028 tous les candidats de toutes les familles ou partis politiques seront originaires de la région électorale Kongo ; en 2038 ils seront de la région électorale Ngala et, en 2048 de la région électorale Swahili. L'origine d'un candidat peut être prise totalement à 100% ou partiellement hybride à 50% de la première comme de la deuxième génération. Les deux autres cas suivraient les mêmes procédures comme pour le premier cas si l'un de deux était pris en compte. Ceci va paraître long mais il faut retenir que les nations évoluent en termes de générations ; on n'envisage pas l'avenir politique d'une nation à l'aune d'une vie humaine. Introduit en 1960, on aurait aujourd'hui déjà fait un tour et demi de rotation entre les quatre régions au bonheur du peuple congolais. Le tirage au sort peut résoudre la discorde d'entre la Région Electorale qui doit commencer. Après un ou deux tours de rotation, une nouvelle génération congolaise pourra décider de continuer avec la Démocratie Rotative ou bien revenir au modèle libéral.

3°. Le mode opérationnel de la démocratie rotative : Quelles que soient les appartenances politiques de principales communautés, le modèle de rotation au centre du pouvoir prévoit que les candidats à élire soient originaires de l'une de principales zones ou régions. Ils doivent être élus pour un mandat précis, avec la possibilité de rempiler un second et unique mandat défini et arrêté par la constitution pour celui qui en sort vainqueur et pour la région dont ce dernier est issu.⁴⁰ Il doit laisser le pouvoir au terme de ses deux mandats consécutifs sous le contrôle de la constitution et des institutions de la république. A l'issue d'une nouvelle échéance électorale, le nouveau président doit être choisi parmi de nouveaux candidats originaires de la communauté opposée à celle dont était issu le candidat précédent.

Greffée au cas congolais, « l'implémentation de la démocratie rotative » nécessite les étapes suivantes pour le choix des candidats, la campagne électorale et les élections : Les partis politiques établis en RDC

⁴⁰ Célestin Tagou, *op cit.*, 2017, p. 98.

vont identifier et proposer, choisir et soutenir leur candidat de la région électorale dont c'est le tour dans la rotation ; tous les candidats en lice sont d'une même région électorale mais de différentes chapelles politiques avec des projets de société différents. Tous les partis politiques de tous les groupes ethniques confondus vont battre campagne et solliciter les suffrages de la majorité du peuple pour leurs différents candidats respectivement nommés sur toute l'étendue du territoire national de la RDC; tout le peuple constitutif de l'Etat congolais va voter le Chef d'Etat, garantir sa légitimité populaire et l'aspect démocratique de nation. Le fait qu'un Muswahili se rend à Kinshasa-Bandundu, Kisangani, Goma, Kindu, Bukavu et Lubumbashi ou un Muluba se rend à Kinshasa, Kananga, Mbuji-Mayi ; un Mukongo qui se rend à Kinshasa, Matadi ou un Mungala à Kinshasa et à Mbandaka, et battre campagne pour un Muluba, un Muswahili, un Mungala, un Mukongo, va créer un nouveau climat politique, faire renaître et consolider le sentiment de tolérance mutuelle, d'acceptation de l'autre et de participation politique entre les groupes ethniques congolais. Au terme de deux mandats de cinq ans deux fois chacun, le principe de rotation va permettre à la région électorale suivante d'accéder à la présidence ainsi de suite quel que soit l'appartenance de la famille politique. Tous les partis doivent proposer des candidats issus de la communauté autre que celle qui a assumé le mandat finissant pour un nouveau cycle de deux mandats au terme desquels les partis doivent de nouveau présenter un candidat autre de la communauté opposée à celle du mandat finissant.

IV. 2. Instauration, garanties ; préalables juridiques, institutionnels et sociopolitiques de la rotative

Pour instaurer et garantir ce modèle au sein de la société congolaise, des dispositions juridiques et certaines réformes institutionnelles sont nécessaires au niveau national et international.

1°. Au niveau national : Le premier instrument juridique devant garantir le principe de rotation c'est la Loi Fondamentale. *La constitution* doit disposer que le poste de Président de la République est rotatif selon un nombre des mandats déterminés par régions dans le cas des identités géographiquement repérables; par groupes sociaux si on est face des identités déterritorialisées. *Le code électoral* et l'organe qui gère les élections vont s'arrimer à cette disposition constitutionnelle et apporter plus de détails pour la pratique.⁴¹ Pays africain, la RDC doit se doter des institutions fiables, démocratiques et transparentes car «*L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions*» ; la démocratie renvoie aux institutions fortes, la dictature aux hommes forts.⁴² Une révision constitutionnelle mettant en équilibre le processus électoral entamé en 2006 raté en 2016, en 2017 et le 23 décembre 2018 reporté au 30 décembre 2018 est nécessaire selon le contexte d'esprit établi de la constitution 2006 modifiée en 2011. La nouvelle constitution doit être formée sur base du modèle rotatif délimitant le nombre et le cycle d'un mandat, en précisant que le nouveau président soit issu de la communauté opposée à celle du président sortant. L'occupation de cette haute fonction de la République va roter entre les quatre grandes Régions Electorales au rythme de deux mandats présidentiels de cinq ans par région électorale. Les élections présidentielles doivent être à deux tours en cas de non majorité absolue au premier tour.⁴³ Pour consolider l'instauration de ce modèle dans les institutions congolaises se trouvant au centre de l'Etat et assurer l'équilibre communautaire, la communauté stratégique doit gouverner avec un premier ministre, un président du parlement et un sénateur issus des communautés opposées de la société congolaise. Un président originaire de l'Est doit avoir pour premier ministre et président du sénat, un natif d'Ouest, du Centre, et vice versa. Dans le cas de deux premiers ministres, la

⁴¹ Célestin Tagou, *op cit.*, 2007, p. 99.

⁴² RFI, « Discours de Barack Obama du 11 juillet 2009 au Ghana-Accra », <https://www.rfi.RFI> Afrique, publié le 12 février 2010, consulté le 07 mars 2023 à 10h30.

⁴³ Christophe Zagabe Mupenda Katambwe, *op cit.*, 2022, p. 130 pour plus de détails.

deuxième primature revient à la société civile sérieuse, peu importe l'origine pour représenter véritablement le peuple. Aucun congolais ne doit plus être préoccupé en raison de ses différences (majorité, minorité, origine, etc) pour contribuer librement à la gestion des institutions de l'Etat. Au Cameroun par exemple, le pouvoir exécutif est partagé entre un président de la république issu de la zone d'expression française et un premier ministre issus de la zone d'expression anglaise.⁴⁴

Deux secteurs républicains « Armée Nationale et Administration Publique » doivent être repensés et fonctionner dans *la neutralité* ; être apolitique dès lors que ces deux corps de métier sont financés par les impôts de tous les citoyennes et citoyens de la RDC. Il faut donc la dépolitisation de la fonction publique, de la territoriale, de forces armées, de la gendarmerie, de la garde-civile et des services de sécurité. L'appareil judiciaire doit également être neutre, apolitique et indépendant à tous les niveaux. Le principe de la séparation de trois pouvoirs entre le Législatif, le Judiciaire et l'Exécutif doit quitter le stade des papiers pour les faits réels. Il faut aussi institutionnaliser le caractère apolitique des institutions traditionnelles, les royaumes et les chefferies. Elles sont les dépositaires et gardiens des coutumes africaines et doivent être neutres dans le jeu politique entre les partis politiques.

2°. Sur le plan international : La rotation devient une conditionnalité de l'Aide Public au Développement. Dans une phase transitoire, la RDC qui s'engage dans la Démocratie Rotative doit déléguer provisoirement un certain degré de sa souveraineté à des instances supranationales et à la société civile. Sa coopération internationale bilatérale et multilatérale pour le développement devient un instrument de protection de la rotation. Il serait important pour la Communauté Internationale (UA, ONU, SADEC, etc) de participer à l'intégration effective du modèle rotatif au sein des institutions congolaises à travers l'intervention de trois principaux acteurs.

⁴⁴ Célestin Tagou, *op cit.*, 2017, p. 69.

La première intervention est la *Protection de la Rotation par l'UA et les NU* : une demande permanente d'intervention doit être faite par la RDC à la *Peace and Security Council*⁴⁵ de l'Union Africaine à travers son instrument de *African Standby Force* et les instruments similaires au sein des organisations sous régionales au cas où le Président au pouvoir voudrait bloquer le cycle de rotation à la tête de son pays. Par exemple l'intervention des pays de la sous-région réunie au sein de la CIRGL et de la CEPGL surtout confrontée à ce type de conflit dans les autres pays (le Burundi et le Rwanda). Il faut ajouter la nécessité d'une contribution des anciens chefs d'Etats qui ont quitté le pouvoir de façon démocratique car ils jouissent d'une grande notoriété et d'une grande influence auprès de leurs homologues encore au pouvoir. Cette disposition prise au début du cycle de rotation, une sorte de Droit d'Ingérence, évitera les actions ou ingérences juridiquement contestables du point de vue du droit international, cas de la Gambie souvent citée comme jurisprudence pour la protection de la Rotation. Il s'agit dès le départ, de donner par une demande formelle aux instances supranationales ce que Djiby Sow a appelé « *un droit d'intervention pour rétablir la légitimité et l'ordre constitutionnel dans un Etat suite à un coup d'Etat ou un holdup électoral* ». ⁴⁶ Cette sorte d'octroi de mandat permanent pour la protection de la Démocratie Rotative peut être élargie au Conseil de Sécurité des NU qui est la seule garante de paix et de sécurité internationale. Ces organismes internationaux doivent intervenir pour protéger les populations congolaises quand l'Etat a cessé de jouer son rôle suivi du boycott populaire appelé « Rejet de l'Etat ». ⁴⁷

La deuxième intervention est le *Respect de la Rotation comme Conditionnalité de l'Aide Public au Développement* : si l'UA et les NU déterminent des moyens devant pousser les politiques à institutionnaliser

⁴⁵ En conformité avec l'article 5 au point 2 de l'Acte constitutif de l'Union Africaine, le Conseil de paix et sécurité est un organe permettant pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits.

⁴⁶ Célestin Tagou, *op cit.*, 2017, p. 100.

⁴⁷ Antoine Sawadogo Raogo, « La refondation de l'Etat africain, la décentralisation et la société civile » in Bosco Muchukiwa, *Cours de Décentralisation*, UEA-MAPD, 2016.

ce modèle rotatif,⁴⁸ le respect de la Démocratie Rotative devient la nouvelle Conditionnalité de la coopération internationale pour le développement par son instrument de l'APD. Cependant elles doivent être prudentes dans leur prise des décisions et tenir compte de l'élément ethnique. Les acteurs internationaux doivent avoir une incitation politique à créer des institutions économiques, peut-être via les échanges ou via investissement dans le développement d'une capacité économique, tout en travaillant, le cas échéant, à améliorer la gestion des finances publiques. Si la participation de masse doit s'appuyer sur des institutions démocratiques fortes, pour l'implication effective des couches sociale dans la gestion du pouvoir, il importe que ce modèle soit implémenté au sein des institutions stratégiques congolaises en charge de la gestion des revenus financiers telles que la CNSS « Caisse Nationale de Sécurité Sociale »; l'OGEFREM « Office de la Gestion de Fret Maritime »; l'ANAPI « Agence Nationale pour la Promotion des Investissements »; la SONAS; la DGM; la DGI; la DGRAD; etc. La constitutionnalisation de ce modèle au sein de la société congolaise va permettre « *Non seulement d'atténuer les conflits ethniques autour de l'accès au pouvoir politique, de sa gestion, de son contrôle, mais aussi une réelle intégration politique sur le plan national ; il permet aussi d'éviter les contestations électorales et les guerres civiles qui réduisent à néant tous les efforts de la refonte du secteur public, de la croissance économique, de la bonne gouvernance et du développement durable* ».

3°. Sur l'échelle sociopolitique de la RDC : Que ce soit au niveau national ou international, la clé politique de la réussite de la Démocratie Rotative est *la reconnaissance, le pardon et la réconciliation* entre générations d'Africains.⁴⁹

Dès lors, il convient pour la partie victime non pas de pardonner et oublier, mais d'adopter la vision de John Paul Lederach, qui conseil à la partie asservie de se souvenir et de changer, proposant de remplacer «

⁴⁸ La fin des paradigmes de développement étant consacrée par l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD 2000 et par la suite des Objectifs de Développement Durable ODD 2015.

⁴⁹ Célestin Tagou, *op cit.*, 2017, p. 101.

Pardonne et oublie » par « Souviens-toi et change ». ⁵⁰ Pour pardonner en effet à l'être humain, il est normal de se souvenir des atrocités vécues afin d'être capable de changer véritablement les structures en place et construire celles qui tiennent compte des droits et des devoirs de tous. Le Gacaca célébré au Rwanda chaque avril, servirait d'un bon exemple quelle que soit la manière dont les dirigeants de cette institution se comportent dans l'épreuve contentieuse du génocide rwandais de 1994. L'autre exemple est l'évènement tragique de la pandémie Corona Virus annoncé officiellement en Chine le 26 janvier 2020. Pour arrêter la dissémination de ce fléau, nous avons vu les différentes autorités décider de fermer les frontières continentales, nationales et provinciales ; les écoles, universités, églises fermées et des personnes confinées en commençant par les pays Puissants pour justifier l'égalité, la sacralité de l'Être humain malgré nos différences. Selon Colette Braeckman, journaliste belge et spécialiste de l'Afrique (Rwanda-Rdc) sur TV5MONDE, sauf hypocrisie et agenda caché, le 30 juin 2020 le roi des belges avait « courageusement reconnu les erreurs commises pendant la colonisation » après que le chef de diplomatie du gouvernement belge Louis Michel a présenté ses « excuses » au peuple congolais en 2002.

Le roi avait regretté les « actes de violence et de cruauté » commis à l'époque où son ancêtre Léopold II avait fait du Congo sa propriété personnelle (1885-1908) jusqu'à exprimer dans une lettre adressée au chef de l'Etat congolais ses « plus profonds regrets pour les blessures coloniales ». ⁵¹ L'histoire de Nyiragongo (l'éruption volcanique du 22 mai 2021 au Nord-Kivu à l'Est de la RDC) a confondu puissants et faibles, riches et misérables, élancés et courts, gros et chétifs vers Sake ou Bukavu et d'autres vers la frontière de Gisenyi au Rwanda pour ne citer que ceux-là.

⁵⁰ William Bole et al., *Le pardon en politique internationale, un autre chemin vers la paix*, Nouveaux Horizons-ARS, Paris, 2007, p. 43.

⁵¹ Pris exceptionnellement dans l'espace-temps, pour concrétiser ses vœux, du mardi 07 au lundi 13 juin 2022, la maison royale belge séjourne en terre congolaise, ancienne colonie de son ancêtre. Et le 20 juin 2022 la Belgique remet à la RDC une dent de Patrice Lumumba ayant la valeur de « relique » devant permettre aux congolais d'établir un lieu dédié à la mémoire de l'ancien Premier ministre torturé puis abattu le 17 janvier 1961.

La génération congolaise du 21^{ème} siècle, celle d'après les indépendances et surtout celle des années 90-2000 devons reconnaître ce que nos parents ont consenti comme sacrifices dans la résistance contre les différentes agressions historiques, différents actes douloureux et cruels.

Nous devons ensuite leur pardonner tous les manquements passés et actuels dans les négociations et la gestion de nos rapports avec les autres afin de réconcilier avec notre passé et l'assumer en toute intelligence. La reconnaissance va permettre de sortir de hantise de l'auto flagellation. Le pardon va servir de levier pour redéfinir ensemble les nouvelles bases sur lesquelles on doit bâtir de vivre ensemble tel que le soulignent le constructivisme et l'intégrationnisme. Le pardon va donner suffisamment de grandeur d'Esprit pour pouvoir garantir une Retraite paisible sur la Terre congolaise à nos parents, qui ont eu la lourde responsabilité de diriger notre pays dans les conditions historiques que nous connaissons. Les contraindre au saut dans l'inconnu de l'exil n'est que contreproductif contre nous-mêmes car la politique de chasse aux sorcières ne nous avancera point, mais risque de nous enfoncer dans un cycle de haine, de rancœur ou de violence inter et intra générationnelle de mauvais aloi.

Avant donc de se donner de nouvelles règles de gouvernance et de gestion assorties des punitions applicables à toutes et à tous, il faut une « *amnistie nationale de corruption* ». ⁵² Un enfant qui naît dans telle ou telle famille qu'il n'a pas choisie et qui subit dans sa chair la souffrance et les humiliations dues à la séquestration des parents, auteurs d'actes et corruption, est un potentiel va-t'en guerre et ceci est humain ! L'amnistie nationale de corruption, qui n'a rien à faire avec les crimes contre l'humanité commis en RDC, nous évitera de créer des leaders et rebellions de demain et, c'est pratiquer la résolution non-violente des conflits,

⁵² Non seulement « Pardon de tout le monde par tout le monde sur tous les délais de corruption passés » mais aussi « prévoyance des mesures sévères bien définies à charge de tout congolais qui reviendra aux vieilles habitudes de corruption entre autre Interdiction formelle d'accès aux fonctions publiques et paraétatiques quel que soit l'échelon à charge des corrupteurs et corrompus ».

véritable clé de voûte de la réconciliation sociale et politique. Il faut comprendre qu'avec Tagou que « *avec la non-violence on tue la violence et non le violent, on tue la corruption par l'éducation du corrupteur et non par son anéantissement* », l'une des conditions de définition de nouvelles bases d'un nouveau départ pour un futur vivre ensemble sans impunité. Avec urgence, nous devons sortir de cette impasse et opter pour la stratégie démocratique traditionnelle Gagnant-gagnant contre la stratégie occidentale juridique Gagnant-perdant⁵³.

Conclusion

Une fois le passé interrogé, l'histoire de la RDC est charriée de plusieurs cycles de conflits, de guerres et de violences dont les enjeux les plus connus sont l'exploitation et la commercialisation des ressources minières. Mais derrière ces enjeux majeurs se cache un élément du pouvoir politique qui confère à son détenteur une grande marge de contrôle sur lesdites ressources en l'occurrence « le poste du président de la république »⁵⁴. Avec la transition politique entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, on constate un horizon de passage du pouvoir suprême au Congo entre quatre différents présidents représentant quatre grands groupes socio-anthropologiques, d'un Mukongo à un Mungala puis d'un Muswahili à un Muluba. Une rotation naturellement inconsciente qu'il convient de rendre consciente. On constate également qu'au cours de ce changement du pouvoir suprême, dans de querelles et ou dans de violences, il y a eu différents arrangements de partage du pouvoir politique entre les groupes stratégiques et ou groupes conflictuels. Malgré ces

⁵³ Pour l'histoire des cercles vicieux et comment les briser, v. également : Sergiu Mișcoiu « Du récit des conflits au conflit des récits : Raconter les politiques conflictuelles en Afrique », in : Simona Jișa, Sergiu Mișcoiu et Modibo Diarra (dir.), *Raconter les politiques conflictuelles en Afrique. Regards croisés*, Paris, Editions du Cerf, 2021, pp. 3-9.

⁵⁴ Andreea Bianca Urs, Sergiu Mișcoiu, „De la continuité à la rupture : une analyse discursive de la présidence de Félix Tshisekedi (RDC)”, in Sergiu Mișcoiu, Delia Pop-Flanja (ed.), *Communication de crise et résolution des conflits en Afrique francophone*, Cluj-Napoca, Casa Cărții de Știință, 2021, pp. 11-28.

arrangements, force est de constater qu'en RDC le problème d'accès au pouvoir suprême, la présidence, reste et demeure un casse-tête entre les quatre grands groupes socio-anthropologiques. C'est sur base de ces deux réalités que l'article « La démocratie rotative »,⁵⁵ est proposée comme « une alternative au Power sharing en RDC » entre les quatre régions électorales calquées sur les frontières ethniques et géographiques entre les Bakongo, les Bangala, les Baluba et les Baswahili. Pour se faire, il est nécessaire de procéder à un ensemble de réformes constitutionnelles, intentionnelles et politiques en RDC avec espoir que les effets sociopolitiques de la démocratie rotative va favoriser la pérennité des alternances politiques pacifiques et contribuer, de ce fait, à l'alternation des querelles ou des conflits et des violences ou des guerres en RDC. Les difficultés que traversent la cohabitation issue de la coalition entre le FCC de Joseph Kabila et le CACH de Félix Tshisekedi ne devraient pas faire perdre de vue le devoir et la mission historique qui incombent au président de la république en fonction, celle de faire la RDC un exemple historique de « démocratie rotative ». Ce serait donc tropicaliser la démocratie comme les autres peuples du monde qui ont compris et ont contextualisé les principes universels de la démocratie selon leurs réalités historiques et socio anthropologiques ou culturelles.

Bibliographie:

1. Amsel, Jean- Loup ; Mbokolo, Elikia (1999), *Au cœur de l'ethnie*, Paris, La Découverte.
2. Ango Ela, Paul (2001), *La prévention des conflits en Afrique Centrale : Prospective pour une culture de la paix*, Paris, Ed. Karthala.
3. Bole, William et al., (2007), *Le pardon en politique internationale, « un autre chemin vers la paix »*, Paris, Nouveaux Horizon-ARS.

⁵⁵ « Démocratie inculturée » (Isidore Ndaywel in Célestin Tagou, *op cit.*, 2022, p135) ou « Démocratie de proximité » (Julien Mahatma Tazi K. Tin-a-Be *op cit.*, 2010, publication).

4. De Villers, Gauthier (2005), « La guerre dans les évolutions du Congo- » in : *Afrique contemporaine* (no 215).
5. Gherghina, Sergiu ; Mişcoiu, Sergiu ; Mokre Monika (2021), « Introduction: Democratic Deliberation and Under-Represented Groups », in *Political Studies Review*, no. 2, vol. 19, pp. 159-164.
6. Hugo, Jean-François (2006), *La République Démocratique du Congo, une guerre inconnue*, Paris, Ed. Michalon.
7. Jişa, Simona ; Mişcoiu, Sergiu ; Malela, Buata B. (dir.) (2018), *Littérature et politique en Afrique francophone. Approche transdisciplinaire*, Paris, Editions du Cerf.
8. Lincoln, Abraham « The Gettysburg Address of November 19, 1863 » ; in Tagou, *op cit.*, (2022), Yaoundé-Cameroun, Ed. CLE.
9. Mahatma Tazi K. Tin-a-Be, Julien (2010), *De la démocratie belligène à la démocratie rotative*, IniKin-RI, <https://www.memoireonline.com>
10. Mbwembwe, Kabamba (2001), *La RDC malade de sa classe politique, les coulisses du DIC*, Paris, Le Harmathan.
11. Minani Bihuzo, Rigobert s.j. a. (2008), *1990-2007, 17 ans de transition politique et perspective démocratiques en RDC*, Kinshasa, CEPAS/RHODECIC
12. Minani Bihuzo, Rigobert s.j.b (2008), *Du pacte de stabilité de Nairobi à l'acte d'engagement de Goma : enjeux et défis du processus de paix en RDC*, Kinshasa, Ed. CEPAS/RHODECIC.
13. Mişcoiu, Sergiu (2021), « Du récit des conflits au conflit des récits : Raconter les politiques conflictuelles en Afrique », in : Simona Jişa, Sergiu Mişcoiu et Modibo Diarra (dir.), *Raconter les politiques conflictuelles en Afrique. Regards croisés*, Paris, Editions du Cerf.
14. Ndaywel e Nziem, Isidore (2009) « L'historiographie congolaise, un essai de bilan » in *mis en ligne; ... 10.4000/civilisations.489*; in Tagou (2022).
15. Ndaywel e Nziem, Isidore (1998), *Histoire générale du Congo*, Paris, Duculot.

16. Raogo Sawadogo, Antoine in Muchukiwa, Bosco (2016) : « La refondation de l'Etat africain, la décentralisation et la société civile » in *Cours de Décentralisation*, UEA-Bukavu, MAPD.
17. Riche, Manya (2005); «La majorité présidentielle en RDC, une machine politique en ordre de taille ? (1/3), <https://afriquedecryptages.wordpress.com>
18. Tagou, Célestin (2017), *Démocratie rotative, Transcendance et transformation politique des identités ethno-régionales dans l'Etat-Nation du XXe siècle*, Yaounde, Shabel.
19. Tagou, Célestin (2022), « La RDC de Kasavubu à Tshisekedi : Esquisse d'une théorie de la rotation du pouvoir présidentiel pour la pérennisation des transitions politiques pacifiques en RDC » in *Extrémisme, guerres, paix et développement en Afrique depuis les indépendances ; Actes du colloque tenu à Yaoundé du 28 au 30 octobre 2022, Université Protestante en Afrique Centrale, Yaoundé-Cameroun, Edition CLE.*
20. Urs, Andreea Bianca ; Mişcoiu, Sergiu (2021) „De la continuité à la rupture : une analyse discursive de la présidence de Félix Tshisekedi (RDC)”, in Sergiu Mişcoiu, Delia Pop-Flanja (ed.), *Communication de crise et résolution des conflits en Afrique francophone*, Cluj-Napoca, Casa Cărţii de Ştiinţă.
21. Vlassenroot, Koen ; Raeymaekers, Timothy (2004), *Conflit et transformation sociale à l'Est de la RDC*, Academia Press, Gent; www.academiapress.be;
22. Zagabe Mupenda Katambwe, Christophe (2022), *Power sharing et gestion des conflits ethno politiques en République Démocratique du Congo*, UPAC, Inedit.
23. CONCLAVE DU MONT-AMBA des Universitaires Congolais : Andrea Ellen Ostheimem, Bernard Lututala, Elikia Mbokolo, Kalala Mutabusha, ... (2007), *Elections, Paix et Développement en RDC, « Prise de position des Universitaires Congolais »*, Kinshasa, Fondation Konrad Adenauer.

24. Dictionnaire Maxipoche 2012 (2011), *Larousse*, Paris, éditions Larousses.
25. Dictionnaire, *Larousse illustrée* 2013.
26. « Le Moniteur Congolais (8eme année) no 14 », 1967; <http://mjp.univ-perp.fr/cd1967>.
27. RDC (2003), « Accord de paix de Lusaka : territoires tenus par différentes factions juin 2002-2003 » ; <https://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Second-Congo-War-2001-map-vector>.
28. RDC (2014), « Agenda Officiel de la Présidence de la République », Kinshasa, Rédaction.
29. RDC (2019), « Alexis Tambwe Mwamba face à Modeste Bahati Lukwebo, duel crucial pour prendre la tête du sénat », Kinshasa, Rédaction.
30. RDC (2020), « Félix Tshisekedi nomme trois nouveaux membres à la Cour Constitutionnelle », Kinshasa, Justice ; <https://www.radiokapi.net> ; <https://actualite.cd>
31. RDC (2021), « Voici les membres du gouvernement Sama Lukonde », Kinshasa, Rédaction ; <https://www.politico.cd>
32. RFI (Février 2010), « Discours de Barack Obama du 11 juillet 2009 au Ghana-Accra », <https://www.rfi.RFI/Afrique>.